

**LES ECHANGES INTERNATIONAUX DE L'AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**

ESPOIR OU STATU QUO ?

Une Evaluation des Performances Récentes

Par Francis NG et Alexander YEATS

Banque Mondiale

Résumé : Cette étude analyse les flux commerciaux des 28 pays africains principaux, divisés en deux échantillons, à savoir les 14 pays les plus importants en matière d'échanges, suivis des 14 autres pays supposés de taille moyenne, classement basé sur de nombreux indicateurs. Cette version de l'étude a été largement synthétisée à partir d'une étude antérieure plus exhaustive, et les tableaux organisés pour rendre compte de la situation de 4 pays africains francophones, la CÔTE D'IVOIRE et le CAMEROUN d'un côté, pays entrant parmi les grands pays échangistes, le BENIN et le SENEGAL d'autre part, considérés à jute titre comme pays intermédiaires. Les données sur les pays africains étant rares et peu fiables, seules les données du commerce extérieur de leurs pays partenaires extraites de la base des données des Nations-Unies (UN COMTRADE) sont utilisées ici..

I - LES PERFORMANCES COMMERCIALES DES PAYS d'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

A - UNE PERSPECTIVE d'ENSEMBLE SUR LES EXPORTATIONS RECENTES

Au cours des trois dernières décennies, les exportations des pays africains ont soit décliné, soit augmenté à un rythme inférieur à celui du commerce mondial. En dépit de ce que les conditions du marché mondial ont été plus favorables au milieu des années 1990 que dans les deux ou trois dernières décennies, l'évaluation empirique montre que l'Afrique est restée marginalisée dans le commerce mondial. La part des exportations africaines non pétrolières est aujourd'hui d'un demi point inférieure à sa valeur au début des années 1980.

Sur un horizon de long terme, la caractéristique principale de la performance des pays africains, en matière d'échanges internationaux est leur importante marginalisation au niveau mondial. Au début des années 1950, l'Afrique Subsaharienne représentait 3.1% des exportations mondiales (2.9% en termes d'exports), part relative qui est tombée à 1.0% (1.1% pour les imports). Ces indications permettent de penser que si l'Afrique avait maintenu sa part de marché des années 1950 dans le total des exports mondiales, ces exportations auraient été de 65 milliards de \$ supérieures à leur niveau actuel. La large diminution des parts de marchés africaines auprès des pays de l'OCDE explique en grande partie cette chute, les exportations traditionnelles des pays africains se faisant désormais concurrencer par des approvisionnements en provenance d'autres sources. NG et YEATS (1997) ont montré dans une étude antérieure que la perte de marché à l'export de 30 des principaux pays exportateurs, est à l'origine de la baisse de près de 11 milliards \$EU des recettes d'export. Ces pertes de compétitivité, compte tenu de ce que la demande mondiale pour les produits exportés par l'Afrique subsaharienne a souvent été en moyenne inférieure à la demande mondiale pour les autres produits, sont à l'origine de la diminution du taux de croissance des exports en-dessous du taux de croissance du commerce mondial.

La question pertinente aujourd'hui est de savoir si ces facteurs de déclin se sont inversés ?

Le Tableau 1 présente les taux de croissance annuelle pondérée des exports non-pétrolières et manufacturières en particulier pour :

- un échantillon sélectionné de pays africains ;
- tous les pays non subsahariens pour différentes périodes au cours des années 1980 - 1990.

* Les exportations non pétrolières africaines enregistrent des taux de croissance négatifs sur les périodes 1980-85 et 1990-93, alors que sur les années 1985-90 et 1996-98 le taux de croissance est positif, bien inférieur cependant aux taux correspondants pour les pays non africains.

* Toutefois, sur la période 1993-96, les exportations des grands pays africains échangistes ont augmenté plus rapidement que les exportations des pays non-africains. On peut donc penser que c'est une anomalie à la tendance générale, puisque la demande mondiale au cours de cette période de produits traditionnels d'exportation comme le coton, le café, le cacao, le cuir, etc..., a été au cours de cette période largement au-dessus de son niveau historique.

Ces taux de croissance ont cependant chuté en 1997, en partie à cause de la crise en Asie de l'Est. En clair, les taux de croissance moyens indiqués au Tableau 1, traduisent une réduction constante de la part de l'Afrique dans le commerce mondial.

Tableau 1 : Taux de Croissance Annuelle Pondérée des Exportations d'Un Echantillon de Pays d'Afrique Subsaharienne

Exportateur	Croissance Annuelle Pondérée (%)				
	1980-85	1985-90	1990-93	1993-96	1996-98
<u>Tous Biens sauf le pétrole:</u>					
Bénin	8.60	-9.89	4.39	34.03	2.86
Cameroun	-5.92	4.34	-5.22	15.49	-0.32
Côte d'Ivoire	-0.59	-1.40	-2.28	15.91	-1.15
Sénégal	-2.98	12.31	-14.26	11.63	-4.28
Ghana	-14.09	15.29	-1.71	12.91	4.82
Kenya	-0.36	2.88	2.51	10.44	-2.06
Madagascar	-7.34	3.28	4.97	18.18	4.73
Ile Maurice	-0.77	20.34	2.65	6.81	2.76
Nigéria	-14.84	6.93	-2.83	14.64	-7.16
Afrique du Sud	-7.18	7.22	-0.32	14.73	3.36
Zambie	-15.35	12.61	-15.35	-7.86	-0.89
Zimbabwe	10.49	12.17	-5.11	14.08	-5.10
Afrique SubSaharienne	-5.35	6.37	-5.45	13.58	0.38
Autres PVD	1.15	16.57	3.31	12.64	2.48

Exportateur	Croissance Annuelles Pondérée (%)				
	1980-85	1985-90	1990-93	1993-96	1996-98
<u>Biens Manufacturés:</u>					
Bénin	-0.53	2.57	20.23	10.69	-9.55
Cameroun	1.78	7.35	-13.99	18.10	13.51
Côte d'Ivoire	0.10	23.91	-0.50	21.25	-30.82
Sénégal	3.32	4.40	-6.07	17.96	2.29
Afri. SubSaharienne	-5.73	14.60	-0.07	9.16	3.29
Autres PVD	1.15	16.57	3.31	12.64	2.48

Source: Calculs effectués à partir de la base de données des Nations-Unies sur les partenaires de l'Afrique UN COMTRADE.

Lorsque des statistiques identiques sont examinées pour les produits alimentaires ou manufacturiers, leur évolution est parallèle à celle des statistiques agrégées. Les exportations de produits alimentaires ont augmenté en moyenne à un taux toujours inférieur à celui des pays non africains, sauf entre 1993-96 où elles ont augmenté à un taux supérieur de 60% au taux de croissance des exportations de ces pays ¹. Les données sont identiquement fluctuantes, mais les taux de croissance des exports des produits manufacturés sont généralement plus bas que ceux des produits exportés par les pays non africains.

Une autre manière d'examiner la performance des pays africains en matière d'échanges extérieurs, est d'étudier l'évolution récente de leur part relative dans le commerce mondial. Le Tableau 2 également construit à partir de la base de données des Nations Unies UN COMTRADE, fournit des informations précieuses sur la part relative moyenne de chaque pays africain dans le commerce mondial. Partant de la période 1980-85 comme base, on a alors l'évolution des parts relatives à l'exportation compte tenu des données de 1990 et 1998.

Tableau 2 : L'Evolution des Parts Relatives dans le Commerce Mondial d'Un Echantillon de Pays Africains Francophones

Exportateur	1980- 85	1990	1998
<u>Tous biens sauf le pétrole</u>			
Bénin	0.005	0.002	0.004
Cameroun	0.072	0.037	0.029
Côte d'Ivoire	0.195	0.089	0.076
Sénégal	0.027	0.018	0.009

Source: Calculs effectués à partir de la base de données des Nations-Unies sur les partenaires de l'Afrique (UN COMTRADE).

Les parts relatives de l'Afrique ont brutalement chuté entre les années 1980 et les années 1990, malgré un retour récent à la stabilité. Seule l'ILE MAURICE a vu sa part dans le commerce mondial des produits non pétroliers exportés croître sur la base du niveau observé en 1980-85. Toutefois, cette conclusion doit être nuancée, la demande des produits traditionnellement exportés

¹ Les fèves de cacao ont eu une influence déterminante sur les taux de croissance des productions alimentaires, les exportations de cacao ayant doublé entre 1993 et 1996.

par l'Afrique ayant connu une croissance entre 1993 et 1996 en rupture avec sa tendance historique

².

Si l'on devait donc affirmer que la part relative des pays africains pris collectivement dans le commerce mondial s'est stabilisée aux alentours du milieu des années 1990, on pourrait l'affirmer avec encore plus de force pour ce qui concerne les produits manufacturés, même s'il est vrai que ceci ne concerne que quelques produits non traditionnels. L'ANGOLA, la République Démocratique du CONGO, le GHANA, l'ILE MAURICE, MADAGASCAR, ont élevé leurs parts relatives respectives dans le commerce mondial des produits manufacturés, au-dessus des niveaux antérieurs. Par contre, une détérioration évidente a affecté les parts relatives d'autres pays comme le GABON et le MOZAMBIQUE, dont le niveau des parts relatives des échanges de produits manufacturés, représente à peine 10% de leur niveau du début des années 1980.

B - L'Evolution du Contenu des Exportations Africaines

Pour le groupe des pays africains, la part relative des produits manufacturés exportés est passée de 17% à 27%. L'essentiel de cette croissance est due à des pays comme l'ILE MAURICE et l'AFRIQUE du SUD, en dépit de l'effet des exportations de quelques produits non traditionnels comme les métaux précieux dans la croissance de la part relative des exportations de plusieurs pays. Aucune croissance de la part relative des produits manufacturés des pays intermédiaires n'est intervenue, celle-ci étant restée stable à 13%. La part relative des produits alimentaires des plus grands pays échangistes de l'Afrique Subsaharienne a augmenté de 5% (pour se situer désormais à 19%), alors que celle des hydrocarbures a baissé de 20%. Les produits traditionnels représentent encore l'essentiel des exportations africaines.

Certains économistes affirment que la concentration des exportations africaines dans les produits primaires est à l'origine de la faible croissance à long terme du continent, et surtout des perspectives limitées en matière d'industrialisation. Des cours volatils et des recettes d'exportation instables n'autorisent pas une planification sérieuse du développement. Les élasticités-revenu des principaux produits primaires sont si faibles, qu'une spécialisation absolue dans ces produits génère nécessairement l'affaiblissement de la part relative dans le commerce mondial, sauf lorsque le pays qui les exporte bénéficie d'un avantage décisif de coût ou de qualité sur ses concurrents. On assiste donc à la diminution des perspectives de recettes à l'exportation pour de nombreux produits primaires qui trouvent des substituts synthétiques, à l'instar du plastique qui se substitue de plus en plus aux matières premières, des fibres synthétiques prenant la place de fibres dures comme le jute ou le sisal.

² Un autre problème subsiste, à savoir que les parts relatives dans le commerce mondial de l'Afrique sont influencées par les performances à l'exportation de certains pays non africains. Par exemple, la crise asiatique a eu un impact récessionniste sur les exportations de nombreux pays d'Asie de l'Est. Il est de ce fait possible que le retour à la stabilité des parts relatives des pays africains dans le commerce mondial soit dû davantage à cet effet récessionniste sur les performances de leurs concurrents, que de l'amélioration des performances autonomes des pays africains.

Exportateur	Valeur (million\$)	Part dans le Total des Exports (%)*						Biens Manufacturés (Part dans le Total des Exports)**				
		Biens Alimentaires	Matériels Agricoles	Combustibles	Minerais et métaux	All Mfgs	Autres Biens	Cuirs et Caoutchouc	Bois et Papier	Textiles	Fer et ACi er	Habillement
1985	2401	22.2	6.9	66.1	3.0	1.6	0.2	0.0	0.8	0.3	0.0	0.1
1990	2072	19.8	19.9	51.3	6.2	2.6	0.2	0.3	1.3	0.5	0.0	0.0
1995	1957	27.7	34.3	28.4	6.5	3.0	0.1	0.2	1.9	0.6	0.0	0.0
1998	1866	24.2	37.7	29.2	4.8	3.9	0.2	0.1	2.2	0.6	0.0	0.1
<u>Côte d'Ivoire</u>												
1985	2657	79.7	14.5	2.3	0.2	3.1	0.2	0.0	1.0	0.8	0.0	0.1
1990	2497	64.2	22.9	2.9	0.3	9.7	0.1	0.0	2.8	1.7	0.0	0.4
1995	3397	71.5	17.2	1.4	0.2	9.5	0.1	0.0	2.4	1.1	0.0	0.2
1998	3502	79.0	13.2	1.5	0.2	6.0	0.1	0.1	2.6	1.2	0.0	0.1
<u>Bénin</u>												
1985	163.7	36.5	22.9	37.2	0.9	2.3	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0
1990	86.4	19.4	40.9	29.4	5.1	4.9	0.3	0.0	0.0	1.3	0.0	0.1
1995	145.9	14.3	71.8	6.9	0.3	5.0	1.7	0.0	0.2	1.8	0.0	0.0
1998	180.1	17.0	75.9	1.4	0.2	4.6	0.9	0.1	0.3	2.8	0.0	0.0
<u>Sénégal</u>												
1985	286.5	66.6	7.0	0.9	18.2	6.2	1.1	0.0	0.0	0.9	0.1	0.2
1990	516.0	74.7	6.5	1.4	12.5	4.3	0.5	0.0	0.0	0.4	0.1	0.0
1995	443.5	80.0	5.5	0.6	7.4	5.9	0.6	0.0	0.1	0.5	0.0	0.1
1998	406.9	81.3	6.7	0.0	3.5	7.8	0.6	0.7	0.2	0.6	0.0	0.1

* Suivant la nomenclature STIC révisée (1^o révision), les principaux produits sont constitués des produits alimentaires (0 + 1 + 22 + 4), les matières premières agricoles (2-22-27-28), les combustibles minéraux (3), les produits minéraux et manufacturés (27 + 28 + 68), et les autres biens (69).

** Suivant la nomenclature STIC révisée (1^o révision), les sous-groupes de produits sont : le cuir et le caoutchouc (61 + 62), le bois et le papier (63 + 64), le textile (65), le fer et l'acier (67), l'habillement (84) et les chaussures (85).

Source : Calculs effectués à partir des statistiques des pays partenaires des pays africains selon la base de données UN COMTRADE

ENCADRE 1 : L'Importance du Textile et de l'Habillement dans les Exports des Pays Africains

Alors que les Nouveaux Pays Industriels (N.P.I.) ont fondé leur croissance sur le textile et l'habillement dans les premières phases de leur développement, ces produits représentent une faible part des exportations des pays africains, à l'exception de MAURICE et de MADAGASCAR. Dans ce dernier cas d'ailleurs, à la suite de délocalisations d'unités de production de MAURICE à MADAGASCAR, pour saisir des avantages de coûts (faibles) de production, et éviter de subir les quotas de l'Accord Multifibre.

Part Relative du Textile et de l'Habillement dans le Total des Exports (pourcentage)

<u>Exportateur</u>	<u>1985</u>	<u>1998</u>
Bénin	0.1	2.8
Cameroun	0.4	0.7
Côte d'Ivoire	0.9	1.3
Sénégal	1.1	0.7
Ghana	0.0	0.5
Kenya	0.9	3.5
Madagascar	6.6	36.4
Maurice	38.5	59.3
Mozambique	0.9	3.5

C- Les Modifications dans la Concentration des Exportations

Il n'y a pas eu une quelconque extension de la diversification des produits exportés par la plupart des pays africains subsahariens, en dépit de quelques exceptions comme MADAGASCAR et le KENYA. La concentration de la composition des produits exportés par l'Afrique s'est en effet accrue. La performance récente des pays africains a été fortement influencée par les exportations de produits traditionnels dont la demande mondiale a été très soutenue au milieu des années 1990. De façon surprenante, il en a découlé une moindre concentration de l'orientation géographique des exportations, dans le contexte du recul de la part relative des marchés des pays de l'OCDE.

L'expérience empirique montre que les pays en développement ont généralement besoin de diversifier les exportations de leurs produits ainsi que la destination comme les sources de leur commerce extérieur, car les pays exportant un petit nombre de produits s'exposent aux retournements de conjoncture internationale en relation avec l'offre ou la demande mondiales. Ce problème devient crucial notamment pour des produits primaires soumis à des réductions de demande mondiale ou des rationnements de demande. De même, les pays dont le commerce extérieur est géographiquement très concentré, peuvent subir des abus de pouvoir de monopole de la part des pays partenaires. C'est le cas des anciennes colonies françaises, dont la une proportion

excessive des importations provient de FRANCE, ce qui les conduit à payer des prix largement plus élevés que les prix moyens.

Les pays africains ont-ils alors élargi la base de leurs productions exportables et parallèlement la destination géographique de ces exportations ?

Le Tableau 4 apporte une réponse à cette question à partir de trois mesures de la concentration des exportations africaines en 1990 et 1998.

- La première est tout simplement un repérage des exportations suivant la nomenclature à 4 chiffres SITC, sous réserve que ces produits représentent au moins 1% des exports totales, du pays considéré, de façon à réduire les biais de mesure tout en excluant les produits marginaux.

- La deuxième est relative à la proportion détenue par les quatre produits les plus exportés dans le total des exports des produits référencés dans la nomenclature SITC à 4 chiffres.

- La dernière mesure porte sur la part des trois produits les plus exportés dans la nomenclature SITC à 3 chiffres.

Ces différents indices ont été utilisés dans de nombreuses publications des Nations-Unies pour mesurer la concentration des exports. Le Tableau identifie également les produits non traditionnels comme les nouvelles formes d'exportation.

Tableau 4 : Modification de la Concentration des Exportations : de 1990 à 1998

	Nombre de Produits Exportés		Part dans le Total des Exports (%)				Nouveaux Produits exportés
			Principaux Produits Exportés (1)		Trois des Principaux Produits		
Exportateur	1990	1998	1990	1998	1990	1998	
Cameroun	15	13	41.0	27.9	65.9	42.6	Au
Côte d'Ivoire	20	15	23.9	43.6	51.8	60.5	Au
Bénin	17	10	24.5	74.3	50.1	88.6	Bois de charpente
Sénégal	19	19	15.9	23.4	45.0	49.0	Coton tissé, fil de coton Pierres de bâtiment, coprah, cha poissons, chaussures, arachides
Madagascar	18	33	27.3	15.0	66.6	33.1	Produits variés de textile, poisso d'hydrocarbures, coton brut, ma charpente, légumineuses sèches, de raffinage
Ghana	15	17	34.0	32.9	70.3	54.1	Mets de poissons, poisson cong Café Vert,
Kenya	19	26	30.6	29.9	62.4	59.0	Mets de poissons, Pantalo crustacés, tabac, chemises pour poisson salé, p
Ile Maurice	24	20	31.4	22.9	55.7	48.9	Jarretières, coton tissé, pierres p Véhicules à moteur de transport, papeterie, poisson congelé, plat

Notes : 1/ Les produits retenus ici sont inclus dans la nomenclature SITC révisée (1° révision) à 4 chiffres. Ils doivent représenter au moins ½ % ou plus du total des exports. 2/ Ces produits ont connu une évolution de leur part relative de moins de 0.5% à plus de 1% sur la période allant de 1990 à 1998.

Le Tableau 4 ne fournit aucune indication d'une modification majeure de la concentration des exports sur la période 1990-98, en dépit d'une variation considérable dans les statistiques de certains pays. Par exemple, les trois indicateurs de concentration montrent que les exports de la CÔTE d'IVOIRE et de la République Démocratique du CONGO ont été davantage concentrés en

ce qui concerne les produits de la nomenclature SITC à 3 chiffres, puisque leur part relative a augmenté de 16% pour se situer désormais à 88.9% des exports totales. Dans le cas du CONGO, ceci est largement dû aux exports de diamant. Le pétrole tout seul a représenté une forte augmentation de la concentration des exports du GABON, celles-ci étant passées de 60% en 1990 à 70% en 1998. Il en est de même des exports de cacao en CÔTE D'IVOIRE dont la part relative est passée de 24 à 44%. L'exemple le plus frappant de déconcentration des exports des pays intermédiaires, est à trouver à MADAGASCAR, où la part relative des exports de produit SITC à 3 chiffres a baissé de 33% de sa valeur de 1990 (soit 67%). Alors que à la fin des années 1980, le café et les épices représentaient plus de 50% des exports, ces produits ne représentent plus que 20% en 1998.

En dehors de l'exception malgache, il n'y a donc pas de preuve d'une déconcentration des exportations des pays africains ³. Parmi les pays intermédiaires, seulement 4 parmi les 14 ont pu observer une réduction de 10% ou plus de leur ratio de concentration pour les produits SITC à 3 chiffres, alors que le même nombre de pays donnait à observer une augmentation de d'ampleur identique. En clair, s'il est vrai que l'expérience individuelle des pays est variée, on ne peut conclure à une diminution générale de la concentration de la base des productions exportables des pays africains.

On peut comprendre d'ailleurs pourquoi une telle rigidité de la concentration. Les pays dépendant de quelques partenaires, subissent un pouvoir de monopole, et peuvent difficilement s'engager dans des spécialisations en rapport avec leurs besoins. Ces pays sont soumis à un niveau de risque supérieur au risque moyen, en cas de conflits internationaux ou de ruptures d'approvisionnement. La solution à ces problèmes est alors la diversification des origines des approvisionnements.

Or, l'expérience empirique enseigne-t-elle une diversification des destinations des exportations ou des origines des importations des pays africains ?

Le Tableau 5 se base sur les statistiques de la Direction du Commerce Extérieur du Fonds Monétaire International, pour examiner les destinations géographiques des grands pays africains exportateurs du milieu des années 1980 à 1998. A l'évidence, de nombreux pays d'Afrique Subsaharienne ont vu la part relative des marchés des pays industriels reculer parmi leurs marchés à l'exportation. La République Démocratique du CONGO, la CÔTE D'IVOIRE, le GHANA et le KENYA ou la ZAMBIE sont des exemples, alors que la Communauté Economique d'Afrique du Sud donne à observer un exemple contraire, du fait de la levée des sanctions. A l'inverse de la diversification de la base des produits, les exportations des pays africains connaissent cependant une diversification des destinations, comme dans le cas du GHANA et du KENYA où désormais les exportations se font également dans la région. Une évolution identique caractérise les pays intermédiaires, avec des évolutions dramatiques comme au BENIN où la part des marchés des pays industriels a chuté de 70%. Une analyse serrée des facteurs explicatifs de telles évolutions déborde le cadre de cette étude, quoiqu'elle soit largement souhaitable. Dans une telle analyse, on peut alors

³ Ceci peut apparaître quelque peu contradictoire avec les données du Tableau 3, indiquant une augmentation significative des exports de produits manufacturés des pays de l'Afrique Subsaharienne. En réalité, lorsqu'on examine attentivement les données, il apparaît que l'accroissement des exports de ces produits porte davantage sur des produits anciens que sur de nouveaux produits.

considérer quelques facteurs négatifs à l'origine de ces évolutions géographiques. Par exemple dans le cas de la ZAMBIE, la chute de la part de marché dans les pays de l'OCDE du cuivre non transformé, est à relier à la fois à la perte de compétitivité, mais également aux nationalisations des mines. Ces pertes de compétitivité ont induit l'accroissement de la part des marchés non industrialisés

Tableau 5 : Modifications Récentes de la Concentration Géographique des Exportations

Exportateur/Année	Part des Exportations Totales Destinées à :										
	Pays Industrie ls	De:					PVD	De			
		France	Japon	Allema gne	Royau me-Uni	Etats- Unis		Afrique	Asie	Moyen- Orient	Amérique s
Cameroun											
1985	85.3	21.8	1.6	6.2	0.8	8.1	14.9	10.6	0.7	0.1	--
1990	83.9	32.6	0.4	4.2	0.6	14.8	15.7	9.2	5.7	0.2	0.1
1995	75.2	22.0	1.4	4.8	2.1	2.3	24.8	15.5	5.7	0.1	2.2
1998	77.6	15.7	0.5	2.8	3.2	2.7	21.4	10.5	9.2	0.2	0.3
Côte d'Ivoire											
1985	73.2	15.6	1.0	5.0	4.1	11.0	23.3	13.2	4.6	--	0.1
1990	61.3	7.4	1.7	6.8	3.2	5.9	36.7	31.9	3.2	0.6	0.2
1995	67.2	17.5	0.5	4.9	3.3	3.8	32.1	22.7	4.2	0.6	0.1
1998	60.9	17.0	0.3	4.9	2.3	9.0	37.1	28.6	3.4	--	0.3
Bénin											
1985	95.3	4.8	--	14.0	0.1	--	4.5	3.7	0.6	--	--
1990	77.9	0.4	0.7	0.6	26.7	45.0	20.6	--	--	1.1	19.4
1995	37.3	2.3	--	1.9	0.3	4.7	62.7	17.7	19.7	7.3	--
1998	25.6	2.6	--	1.7	0.8	1.6	74.4	5.8	25.1	8.7	33.8
Sénégal											
1985	35.0	20.7	1.8	0.7	3.6	0.2	35.8	23.9	7.3	0.1	4.0
1990	61.2	34.8	1.8	2.0	1.2	0.6	31.6	17.0	14.3	0.1	0.1
1995	25.0	11.1	0.4	0.8	0.9	0.6	62.0	26.7	32.4	2.3	--
1998	24.4	16.7	0.1	0.5	0.5	0.7	63.2	34.3	27.4	0.5	1.0

Source: Calculs effectués à partir des données de la Direction du Commerce Extérieur, FMI

II - LES FACTEURS DE COMPETITIVITE ET L'EVOLUTION DES EXPORTATIONS AFRICAINES

Les analyses de long terme des performances de l'Afrique en matière de commerce extérieur montrent que la région a subi une érosion importante de ces parts de marché dans les pays industriels. Une décomposition de ces performances en éléments de demande et éléments d'offre entre 1990-94 et 1994-98, enseigne que les pertes de compétitivité sont observées au cours des deux sous-périodes, à la différence qu'elles sont désormais plus faibles (avoisinant 0.5 milliard de \$ contre 5.3 milliards de \$). Les statistiques de base éclairent également une expansion remarquable de la demande mondiale de nombreux produits traditionnels exportés par l'Afrique sur la période 1993-96, comme le café, le cacao ou le coton, dont le taux de croissance a augmenté au minimum de moitié plus vite que la croissance de tous les produits. Cette expansion dans le commerce des biens a malheureusement ralenti en 1997-98, partiellement sans doute suite à la crise asiatique.

Nous avons établi ci-dessus que les parts du marché mondial des pays de l'Afrique Subsaharienne se sont récemment stabilisées, en dépit du fait que des données nouvelles sont nécessaires pour être aussi affirmatif. Cette observation soulève deux questions :

- (i) Cette stabilisation potentielle traduit-elle une aptitude nouvelle de ces pays à s'engager dans la concurrence mondiale, ou,*
- (ii) constitue-t-elle plutôt le résultat d'une croissance anormale de la demande mondiale ?*

En effet, si la demande agrégée des produits exportés par les pays africains devait croître en moyenne plus vite, la stabilisation apparente des parts de marchés à l'export de ces pays ne pourrait résulter d'une amélioration de leurs capacités concurrentielles ⁴.

Le Tableau 6 apporte une réponse à ces questions, en fournissant des données préliminaires sur la valeur et la part relative des exportations de chaque grand pays échangiste ou intermédiaire parmi les pays francophones retenus précédemment, ainsi que la part relative sur le marché des importations, pour les années 1990 et 1998. De même, à partir de la dernière colonne du Tableau, la part du marché mondial du pays est établie pour chaque produit, en rapportant les parts relatives de 1998 et 1990. Un ratio supérieur à l'unité traduit une amélioration de la position compétitive du pays pour ce produit, alors qu'une valeur inférieure à l'unité décrit une détérioration de sa position compétitive. Par exemple, le Tableau montre que le BENIN a exporté 34.5 millions \$EU de coton brut en 1990, soit 40% de ses exportations totales. En 1990, ces exportations de coton béninois ne représentent que 0.5% du commerce mondial de coton, alors qu'en 1998 elles sont de 3.2% supérieures à leur part relative de 1990.

Le fait de faire des comparaisons à partir d'une année de base permet d'examiner ensuite dans quelle mesure, et surtout dans quelle direction les parts de marché de chaque produit

⁴ NG et YEATS (1996) ont établi que dans les trois dernières décennies, le taux de croissance du commerce extérieur des biens de l'Afrique a été de 7.4% environ, soit 4% en-dessous de la croissance du commerce mondial. Cette étude montre également que du début des années 1960 au début des années 1990, l'Afrique a subi une érosion significative de ses parts de marché en ce qui concerne les biens traditionnels.

d'exportation majeur se sont modifiées. Des pays comme la CÔTE D'IVOIRE pour le cacao et le KENYA pour le thé, sont devenus plus compétitifs, leurs parts de marché mondial ayant considérablement augmenté par rapport à 1990.

Tableau 6 : Les Modifications de la Position Compétitive des Principaux Produits
Exportés : de 1990 à 1998

Exportateur : SITC	Produits	<u>1990 (Exports)</u>		<u>1998 (Exports)</u>		<u>1998</u> Part Cumulée	Part sur le Marché à l'Import	
		Valeur (milliers de \$)	Part en (%)	Valeur (milliers de \$)	Part (%)		1990	1998 (Ratio/ 1990)
CAMEROUN								
<u>Total des Exports</u>		2077425	100.0	1866496	100.0			
	333.0 Pétrole Brut	1004056	48.3	519223	27.8	27.8	0.533	0.621
	247.2 Saw Logs	206701	9.9	368145	19.7	47.5	4.586	2.053
	248.3 Bois de Charpente	79210	3.8	192516	10.3	57.9	1.453	1.839
	072.1 Fèves de Cacao	130484	6.3	164836	8.8	66.7	6.243	0.822
	057.3 Bananes et Plantains	60383	2.9	112207	6.0	72.7	1.438	1.272
	071.1 Café vert ou séché	157713	7.6	107763	5.8	78.5	2.004	0.393
	263.1 Coton Naturel	70512	3.4	86525	4.6	83.1	1.030	1.187
CÔTE D'IVOIRE								
<u>Total Exports</u>								
	072.1 Fèves de Cacao	2498959	100.0	3518144	100.0	43.4	34.19	1.392
	072.3 Beurre et poudre de Cacao	714591	28.6	1528524	43.4	51.9	10.23	1.242
	071.1 Café vert et séché	164016	6.6	298720	8.5	60.4	2.035	1.071
	248.3 Bois de charpente	160151	6.4	298185	8.5	67.6	4.720	0.744
		252276	10.3	253010	7.2			
	037.1 Mets de Poisson	123624	4.9	229552	6.5	74.1	3.416	1.177
	057.9 Fruits frais	95092	3.8	121403	3.5	77.5	1.596	0.894
	263.1 Coton Naturel	126883	5.1	118939	3.4	80.9	1.853	0.907
	057.3 Bananes et Plantains	76755	3.1	118157	3.4	84.3	1.827	1.054
	232.0 Caoutchouc brut	65531	2.6	76088	2.2	86.4	1.647	1.029
BENIN								
<u>Total Exports</u>								
	263.1 Coton Naturel	86408	100.0	180856	100.0			
	222.3 Tiges de Coton	34310	39.7	133690	73.9	73.9	0.501	3.769
	333.0 Pétrole Brut	9845	11.4	23184	12.8	86.7	12.59	1.051
	223. Graines pour Huile	25376	29.4	2515	1.4	88.1	0.013	0.119
		1282	1.5	2397	1.3	89.4	0.638	1.197
SENEGAL								
<u>Total Exports</u>								

036.0 Huile de crustacés	516114	100.0	406632	100.0			
037.1 conserves de poissons	73770	14.3	95184	23.4	23.4	0.617	0.947
	53855	10.4	56968	14.0	37.4	1.499	0.670
034.1 Poissons frais ou marinés		7,7		11.5	48.9	0.773	0.878
	39568	21.8	46869	11.1			
423.4 Huile d'arachides		4.6		7.4	60.0	30.77	0.485
034.4 Filets de poissons congelés	112549		45044				
	23733		30047		67.4	0.650	0.876
263.1 Coton Brut							

Note

*La part du marché à l'importation en 1998 est le ratio de la part de marché de 1998 à celle de 1990 pour le produit concerné.

Les résultats ne permettent cependant pas de discerner une modification significative des tendances, puisque les ratios par rapport à 1990 se situent au-dessus de l'unité pour 7 pays, alors qu'ils sont inférieurs à l'unité pour 7 autres pays. Des calculs identiques sont effectués pour les exports des 3 principaux produits de chaque pays, sans qu'il ne soit possible de distinguer une quelconque amélioration de tendance puisqu'on observe des augmentations de parts de marché en nombre identique aux réductions de parts de marché. Dans ce dernier cas, on notera le recul de la part de marché mondial pour le cuivre zambien, qui se situe désormais seulement au cinquième de sa valeur de 1990.

Une évolution assez similaire caractérise la situation des pays intermédiaires, la moitié des pays ayant connu une forte croissance des exports de leurs principaux pays, alors que l'autre moitié connaissait des baisses de croissance des exports de produits majeurs. Le BENIN, l'ETHIOPIE et MADAGASCAR ont connu une croissance exceptionnelle et significative de leurs parts de marchés pour leurs principaux produits, à l'origine d'un surplus de revenus élevés d'exportations.

Ainsi qu'indiqué ci-dessus, les facteurs de demande comme les facteurs d'offre influencent simultanément les performances en matière de commerce extérieur, la grande question étant de savoir quelle est leur influence respective sur les pays africains ?

On peut répondre à cette question en établissant deux statistiques relevant d'un côté des conditions de demande et de l'autre côté des facteurs de compétitivité ⁵.

* L'influence de la demande dans les biens traditionnels (déjà exportés lors d'une période de base) est mesurée par la variation de la valeur des échanges mondiaux dans ces biens, ce qui suppose dès le départ que le pays maintient sa part de marché dans lesdits biens. Supposons pour le montrer que (D_{oj}) et (D_{tj}) représentent respectivement la demande mondiale d'un bien (j) au temps (o) et au temps (t), la variation des exportations pour ce produit uniquement issue de la demande $(E_{d,i})$ est :

⁵Une description détaillée et l'une des premières applications de cette méthode ont été effectuées par le GATT (1966). Elle constitue également la base de l'analyse bien connue faite par KRAVIS (1970) de l'influence du commerce extérieur sur le développement des PVD au 20^e siècle.

$$(1) \quad E_{d,i} = (s_{0j}) * (D_{tj} - D_{0j})$$

où (s_{0j}) est la part de marché du pays (i) dans les exportations mondiales du produit (j) à la période de base (o). A l'évidence, l'effet total de la demande sur le commerce extérieur du pays (i) impose d'agréger (1) pour tous les biens exportés simultanément. L'équation (1) peut donc être utilisée pour évaluer l'effet sur les exportations totales d'un pays si les conditions de demande uniquement de ces produits venaient à changer.

* Quant à la modification de la position concurrentielle d'un pays, elle est mesurée ici par l'écart entre les exportations qui auraient dû prévaloir à la période (t) si la part de marché du pays était restée stable, et les exportations effectives. Ce facteur de compétitivité ($E_{c,i}$) peut donc s'écrire suivant (2) :

$$(2) \quad E_{c,i} = (s_{t,j} - s_{0,j}) * (D_{t,j})$$

où $(s_{t,j})$ est la part relative du pays considéré dans les exportations mondiales du produit (j) à la période (t). On en déduit l'effet total sur les exportations tous produits confondus, en agrégeant (2) sur tous les produits effectivement exportés. Donc (2) indique de combien les exports ont varié au-dessus ou en-dessous du niveau permis par les modifications de la demande. L'écart entre les exportations totales d'un pays, et les exportations corrélées à l'effet-demande ou à l'effet-compétitivité, peuvent alors être attribuées à la diversification des produits par le pays ⁶.

Tableau 7 : L'Impact de la Compétitivité, de la Demande ou de la Diversification sur les Exportations : de 1990 à 1998

	Exports (millions EU\$)			Facteurs Sous-Jacents à la Croissance des Exports en 1990-94 (millions \$EU) *		Facteurs Sous-Jacents à la Croissance des Exports en 1994-98 (millions \$EU) *	
	1990	1994	1998	Demande Totale	Facteur de Compétitivité	Demande Totale	Facteur de Compétitivité
Cameroun	2072	1725	1866	57.4	-407.9	72.7	66.2
Côte d'Ivoire	2497	2645	3502	611.0	-441.0	419.5	431.1
Bénin	86	118	180	3.1	28.2	1.0	61.7

⁶ Un simple exemple permet d'illustrer cette approche analytique. Admettons qu'un pays (i) exporte un produit (j), dont il détient 20% du marché mondial en exportant 20 millions EU\$ en 1988, puis 25% du marché mondial pour 37,5 millions de EU\$ d'exports. Au cours de cette période, la demande pour le produit (j) est passée de 100 à 150 millions de EU\$. Dans ces conditions, la variation des exports de (i) due uniquement aux changements de demande est :

$$(1') \quad E_{d,i} = 0.20 * (150 - 100) = 10 \text{ millions EU\$};$$

la variation due au facteur de compétitivité étant :

$$(2') \quad E_{c,i} = (0.25 - 0.20) * 150 = 7.5 \text{ millions EU\$}.$$

Sénégal	516	394	407	130.8	-251.8	56.8	-45.3
Madagascar	339	519	724	76.4	104.9	94.5	110.8
Ghana	1,002	1270	1496	217.6	-118.2	208.9	20.5
Kenya	993	1172	1302	250.7	-63.1	240.0	-61.7
Ile Maurice	1198	1286	1661	256.8	-168.2	290.8	83.0
Mali	141	141	218	16.4	-33.6	12.4	61.6

Note

* Le facteur de demande tente de repérer l'effet des accroissements ou des baisses de la demande mondiale sur les exports des pays africains. Ce facteur mesure en effet l'augmentation ou la baisse des exports africaines qui aurait prévalu si la part de marché du pays ne s'était modifiée par rapport à sa valeur de 1990 ou de 1994. Le facteur de compétitivité tient compte de la variation de la part de marché mondiale compte tenu d'une variation de la demande mondiale. Le facteur de diversification est lié à l'introduction de nouveaux produits. Toute différence entre le total des exports d'un pays, et la somme des exports issues du facteur de demande et issues du facteur de compétitivité, est attribuée au facteur de diversification, ou à défaut au fait que la somme des exports de la nomenclature SITC à 3 chiffres diffère de la somme des exports de la base UN COMTRADE.

Source : Calculs effectués à partir des données du commerce des partenaires des pays africains selon la base de données des Nations-Unies (UN COMTRADE).

Le Tableau 7 résume les résultats obtenus lorsque les équations (1) et (2) sont estimées pour les données de commerce extérieur pour les produits de la nomenclature SITC à 3 chiffres, sur la période 1990-94 et 1994-98. Le Tableau indique la valeur totale des exports au cours de chacune des 3 années, ainsi que les variations du commerce extérieur dues aux facteurs d'offre ou de demande. Par exemple, les exportations du KENYA au sens des données de ses partenaires, représentent 993 millions \$EU, le facteur de demande représentant une augmentation potentielle de 250 millions \$EU. Toutefois, une perte de compétitivité de certains produits est à l'origine d'une réduction des exports de 63 millions \$EU. Malgré le maintien d'une demande mondiale forte pour le type de produits exporté par le KENYA, ses pertes de marché sur le café vert ou séché, sont à l'origine de pertes additionnelles de marché avoisinant 62 millions \$EU entre 1994 et 1998. A l'exception de l'Afrique du Sud (non présente sur ce tableau d'ailleurs), les données du Tableau 7 illustrent une érosion continue des marchés des pays africains ayant un effet d'impact sur leurs recettes d'exportation. Entre 1990 et 1994, les parts de marché pour les grands pays exportateurs à l'exception de l'Afrique du Sud, les variations des parts de marché sont à l'origine de pertes de recettes avoisinant 5 milliards \$EU, alors que les facteurs de de compétitivité contribuent à des pertes qui s'élèvent simplement à un demi milliard \$EU. Ces deux chiffres réunis pourraient s'ils étaient interprétés avec optimisme, indiquer une atténuation des pertes des positions concurrentielles, conclusion qui demanderait cependant à être confirmée largement à l'aide d'autres données.

L'enseignement le plus intéressant de ce tableau, réside dans le fait que la demande mondiale pour les produits africains a fortement augmenté au cours de la période, avec pour conséquence un surplus de recettes avoisinant 1.8 milliard \$EU. Et même s'il est vrai que les exports de produits primaires africains ont en moyenne augmenté moins vite sur la période 1994-98, les exports de produits tels que le café, le thé, les épices ou le tabac, ont augmenté autant sinon plus vite que le commerce mondial des marchandises. Toutefois, le taux de croissance de la demande mondiale a baissé à partir de 1997-98, suite à la crise en Asie de l'Est.

Une évolution similaire caractérise les pays intermédiaires. En tant que groupe, ils ont pu inverser la tendance des pertes anciennes de marché d'un montant de 0.75 milliard \$EU, et enregistrer des gains en 1994-98. Ceci grâce à 2 pays principalement, l'ETHIOPIE (pour le café), MADAGASCAR (pour les textiles) et dans une moindre mesure le MALI.

III - LES CONSEQUENCES DES AVANTAGES COMPARATIFS DE L'AFRIQUE

Les variations récentes des exportations africaines n'illustrent aucune augmentation du nombre des industries dans lesquelles la plupart des pays africains possède des "avantages comparatifs révélés". Ces résultats confirment l'hypothèse déjà avancée que les pays africains n'ont pas pu diversifier leur base d'exportation, leur commerce extérieur étant de ce fait très concentré. Bien plus, il n'y a pas de preuve empirique d'une production accrue de biens primaires transformés sur place, ni d'ailleurs d'accroissement du commerce intra-branche entre l'Afrique et les autres pays. L'examen des exportations des demi-produits et des composants, montre que les liens entre l'Afrique et l'économie mondiale sont à la fois statiques et incertains, malgré l'accroissement des importations par la région de ces biens.

Des mesures des avantages comparatifs révélés (ACR) permettent d'identifier le potentiel d'exportation d'un pays.

La question étant de savoir si les pays africains ont pu étendre leur base de produits, et dans cette hypothèse sont en mesure de réduire à l'avenir leur forte dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de produits exportés. Une autre question est de s'interroger sur la capacité des pays africains à développer des avantages comparatifs dans des productions à plus grande valeur ajoutée, créatrices d'emplois et permettant l'accroissement des recettes d'exportation. Alternativement, leurs structures d'avantages comparatifs ont-elles été plutôt rigides et concentrées dans des produits primaires, soit parce que peu de temps a été consacré à la recherche de nouvelles lignes de produits soit parce que la conjoncture internationale n'est pas favorable à de nouvelles activités marchandes ?

L'indice d'avantage comparatif révélé du pays (i) en bien (j) est mesuré par le rapport de la part de marché de ce produit dans le total des exportations du pays à sa part de marché sur le

marché mondial ⁷. Il peut être interprété facilement. Lorsqu'il est inférieur à l'unité, ceci implique un désavantage comparatif pour le pays dans le produit, alors qu'une valeur supérieure à l'unité désigne l'existence d'un avantage comparatif pour le pays. Cet indicateur a été construit par BALASSA (1965), et est souvent utilisé pour mesurer les effets positifs potentiels des expériences régionales (YEATS 1998a).

Toutefois, l'application de cet indicateur à l'Afrique doit tenir compte des influences des distorsions aux échanges, ayant caractérisé pendant longtemps les politiques commerciales et économiques de ces pays. Les avantages comparatifs révélés devraient être mesurés dans un contexte général de libre-échange, i.e. caractérisé à la fois par l'absence de distorsions tels que les tarifs ou barrières non tarifaires pratiqués dans les pays de l'OCDE et qui affectent le potentiel africain à l'export, et surtout l'absence d'interventions sur le marché et les politiques interventionnistes domestiques dont l'effet est d'induire des distorsions sectorielles ou un biais général anti-exportation. Les études de la Banque Mondiale montrent que les barrières aux échanges frappant les exportations africaines sont comparativement faibles par rapport à celles de leurs concurrentes (YEATS 1997), alors que les politiques interventionnistes domestiques sont de nature à réduire le potentiel d'accès des producteurs locaux sur les marchés étrangers (NG et YEATS 1997). Par conséquent, les véritables avantages comparatifs révélés pourraient s'écarter des estimations empiriques proposés ici.

Le Tableau 8 propose des données sur les avantages comparatifs révélés des pays africains francophones de notre sous-échantillon témoin, pour les années 1990 et 1998. Les produits retenus sont 70 produits transformés utilisés pour les calculs des ACR à partir de la nomenclature SITC à 2 chiffres, et choisis sur la base de 2 critères :

- (i) : les indices ACR correspondants se situent au-dessus de l'unité sur cette période, révélant un gain d'avantage comparatif par le pays sur ce produit; ou
- (ii) : l'indice ACR correspondant est inférieur à l'unité, d'où une perte d'avantage comparatif par le pays ⁸.

Enfin, une donnée de synthèse à savoir "*la variation de l'ACR de l'industrie*" est présentée pour chaque pays. C'est la somme des industries ayant eu un avantage comparatif nette de la somme des industries qui ont perdu leurs avantages comparatifs.

Deux principaux points émergent de ces calculs. On n'observe aucune croissance du nombre de produits ou de groupes de produits pour lesquels la plupart des pays africains bénéficient des avantages comparatifs. Ceci confirme le constat de la non-diversification des productions africaines exportables déjà établie précédemment. En fait 7 des 14 pays les gros échangistes, donnent à observer soit une nette réduction, soit au mieux la stabilité du nombre d'industries pour

⁷ Si en effet (x_{ij}) est la valeur des exports du pays (i) en bien (j), et X_{ij} le total des exports de tous les produits par le pays, son indice d'avantages comparatifs révélés est :

$$(3) \quad ACR_{ij} = (x_{ij} / X_{ij}) / (X_{im} / X_{tm})$$

où (m) désigne le monde. Les indices ACR sont souvent calculés uniquement pour les biens manufacturés ou transformés, car les échanges de biens agricoles subissent généralement des distorsions dues à des incitations aux exportations ou aux barrières tarifaires, dont la conséquence est de masquer l'ampleur d'un avantage ou d'un désavantage comparatif révélé dans ces biens.

⁸ Les groupes de produits de la nomenclature SITC à 2 chiffres, sélectionnés sur ce Tableau 8, autorisent une présentation plu simple, ce d'autant que le niveau d'agrégation est celui d'une industrie, au sens où de nombreuses analyses économiques la définissent.

lesquels les ACR excèdent l'unité. Les biens conférant d'ailleurs à ces pays un avantage comparatif, demeurent fortement concentrés parmi les biens non manufacturés (les biens manufacturés étant regroupés dans les nomenclatures SITC de 5 à 8 chiffres à l'exclusion des métaux non ferreux).

Tableau 8 : Statistiques Agrégées sur les Avantages Comparatifs révélés des Pays

Africains

Exportateur/nomenclature SITC/Produit	Exports en 1998 (milliers de \$EU)	Indice ACR		
		1990	1998	Variation
CAMEROUN (Variation nette de l'ACR= -1)				
05 Fruits et Légumes	120693	1.78	4.46	2.68
07 Café, Thé et Cacao	312571	24.50	25.7	1.21
21 Cuirs et Peaux	470	1.30	0.23	-1.07
23 caoutchouc naturel	43416	5.91	10.6	4.77
24 Le Liège et le Bois	566228	14.01	41.5	27.55
26 Fibres de Textile	86525	5.30	11.6	6.28
33 Pétrole et produits pétroliers	544660	5.64	6.11	0.47
63 Industries du bois et du Liège	40690	2.36	3.89	1.53
68 Métaux non ferreux et produits métalliques 94	82406	2.67	2.29	-0.38
Animaux de Zoo et animaux de compagnie	367	10.80	2.15	-8.65
CÔTE D'IVOIRE (Variation Nette ACR= 0)				
03 Poissons frais et préparés	244935	6.57	7.44	0.87
05 Fruits et Légumes	261970	4.39	5.13	0.74
05 Sucre et Miel	4122	1.82	2.48	0.66
07 Café, Thé et Cacao	2190879	70.18	68.7	-1.46
08 Alimentation pour animaux	12451	1.46	1.70	0.24
22 Graines d'Huile Végétale	2788	2.01	2.24	0.23
23 Caoutchouc Naturel	76880	9.56	11.9	2.37
24 Liège et Bois	259695	14.65	20.2	5.60
26 Textile Fibers	120270	7.94	12.7	4.75
42 Huiles Végétales pures	52825	8.25	6.68	-1.57
63 Industries du Bois et de Liège	92590	5.05	5.00	-0.05
66 Industries de Métaux non ferreux	44836	1.75	2.02	1.27

Exportateur/nomenclature SITC/Produit	Exports de 1998 en milliers de EU\$	Indices ACR		
		1990	1998	Variation
BENIN (Variation nette ACR = -1)				
08 Alimentation pour animaux	2246	0.53	1.23	0.70
03 Poissons frais et préparés	836	1.35	1.11	-0.24

22 Graines d'huile	26140	41.73	47.25	5.52
26 Fibres textiles	134277	62.38	185.83	123.45
28 Minerais et autres métaux	363	3.67	0.21	-3.46
42 Huiles végétales pures	672	13.39	1.10	-12.29
94 Animaux de zoo	757	1.94	45.95	44.01
SENEGAL (Variation nette ACR = 1)				
03 Poissons frais et préparés	260408	35.18	63.28	28.1
06 Sucre et Miel	444	1.93	0.42	-1.51
08 Alimentation pour animaux	9010	16.40	5.34	-11.06
21 Cuirs et Peaux	2477	3.99	5.52	1.53
22 Graines d'huile	3241	6.60	2.60	-4.00
26 Fibres textiles	22084	6.50	13.56	7.06
27 Engrais bruts	9853	26.26	7.87	-18.39
29 Matières animale et végétale brute	2633	3.37	1.60	-1.77
42 Huiles végétales pures	45057	79.61	32.67	-46.94
56 Engrais industriels	3126	4.83	2.52	-2.31
61 Cuir peigné	2678	0.01	1.68	1.67
85 Chaussures	3589	0.48	1.01	0.53
94 Animaux de zoo	940	39.34	25.32	-14.02

Source: Calculs effectués à partir de la base de données des Nations-Unies sur les partenaires de pays africains, UN COMTRADE

Des statistiques identiques sont effectuées pour les pays intermédiaires; et elles traduisent une situation encore moins bonne. Les ACR calculés pour 8 pays enregistrent soit une stabilité, soit un déclin important. L'ETHIOPIE a perdu des avantages comparatifs dans 6 produits sur la période 1990-98, vraisemblablement à cause des conflits internes, alors que MADAGASCAR, le MALI, le MOZAMBIQUE ou la TANZANIE ont perdu des avantages comparatifs dans 4 ou 5 groupes de produits⁹. On peut donc en déduire suivant la théorie de la spécialisation, que les biens d'avantage comparatif sont en Afrique des biens primaires (ressources naturelles) ou à forte intensité de main d'oeuvre alors que les biens capitalistique ou à forte intensité de main d'oeuvre qualifiée restent absents des branches productives.

En dépit du constat de l'absence de croissance issue de la diversification ou de l'approfondissement des avantages comparatifs révélés, il est néanmoins intéressant d'examiner plus attentivement le degré de transformation des ressources naturelles dont l'exploitation est intensive.

⁹ Ces évolutions ne sont pas toutes négatives. MADAGASCAR a fortement accru ses avantages comparatifs et compétitifs dans un certain nombre de produits textiles à l'origine de l'augmentation globale de ses recettes d'exportation. De telles augmentations ont également été observées en ETHIOPIE, en relation avec les ACR du café et des huiles. Là encore, les hausses de recettes d'exportation sont le fait des produits traditionnels et non pas des produits nouveaux.

Des produits comme les contreplaqués ou les bois de placage, les industries de maroquinerie, de pneumatiques ou de métaux forgés, utilisent beaucoup d'intrants que l'Afrique produit. L'Afrique pourrait donc bénéficier d'un avantage compétitif dans la transformation de certains de ces produits - notamment ceux requérant des techniques de production à fort contenu de main d'oeuvre-, au lieu de persister dans la production de produits primaires à faible valeur ajoutée et dont les coûts nominaux de transport sont élevés. Il est également utile de s'interroger sur l'accroissement éventuel des échanges intra-branches, autre mesure de l'intégration réussie dans l'économie mondiale.

A- Les Exportations de Produits Fondés sur les Ressources Naturelles

Au sein des forums multilatéraux aux Nations-Unies ou au GATT lors des cycles de négociations commerciales d'Uruguay, les pays africains ont plusieurs fois souhaité la transformation de leurs productions primaires, en vue d'accélérer l'industrialisation et la croissance (CNUCED 1975). Le fondement d'une telle stratégie est triple : la transformation locale a des effets directs à la hausse de l'emploi; il en découle des échanges inter-branches entre l'industrie de transformation et le reste de l'économie; et surtout le lissage de l'instabilité des recettes d'exportation en cas d'accroissement des recettes d'exportation issues désormais de produits exportables et transformés à forte valeur ajoutée (voir ROEMER 1979 et YEATS 1981 pour une synthèse de cette littérature). Les pays africains ayant beaucoup de produits agricoles ou minéraux parmi leurs biens exportables, ils souhaitent préalablement à l'exportation transformer sur place certains de ces produits ¹⁰. Les pays africains ont-ils fait des progrès en faisant transiter leurs structures d'exportation vers des biens transformés, ou alors ont-ils accru leur compétitivité internationale dans ces produits ?

Le Tableau 9 utilise la méthode de classification de la chaîne de transformation d'un produit développée par la Banque Mondiale (voir YEATS 1991 pour les détails), afin de repérer de tels changements de spécialisation parmi les principaux pays d'Afrique Subsaharienne. Cette méthode de classification distingue les produits primaires, semi-transformés et transformés, et ce pour tous les biens référencés dans la nomenclature SITC révisée (révision 1 : pour des biens comme les produits minéraux, elle distingue simplement le produit primaire du produit transformé). Par exemple, la chaîne du cacao distingue l'étape du bien primaire (fève de cacao), deux étapes pour le bien intermédiaire (poudre et beurre de cacao), et une étape pour le bien final (chocolat ou produits à base de chocolat). Pour simplifier et avant toute mesure, les chaînes ont été agrégées en quatre groupes de produits, à savoir les produits alimentaires ¹¹, les minerais de fer et produits minéraux ¹², les

¹⁰ La question est alors de savoir si les pays africains ou les autres PVD ont un intérêt à la transformation sur place des produits primaires. La Banque Mondiale (1992) établit que la fabrication de métaux à partir de minerais de fer, requiert souvent des techniques fortement capitalistiques pour lesquelles les PVD n'ont pas toujours un avantage comparatif.

¹¹ La première étape dans la chaîne des produits alimentaires comporte : du poisson frais ou congelé, des fruits frais et des légumes, des fèves de cacao et des arachides, de l'huile de copra, des huiles d'amande ou des huiles de palme brut. L'étape du bien intermédiaire inclut le beurre ou la poudre de cacao, les noix de palme ou gâteaux de noix comme les huiles d'amande.

¹² La première étape inclut ici : les minerais de fer, les minerais de cuivre, la bauxite, les minerais de plomb et de zinc. L'étape du bien intermédiaire comporte du fer en gueuse, de l'aluminium, de l'aluminium non forgé, du cuivre, du plomb et du zinc. L'étape du bien final inclut des lingots d'acier, des laminoirs, du cuivre forgé, de l'aluminium, du plomb et du zinc.

hydrocarbures¹³ et autres produits manufacturés¹⁴. Le tableau précise alors la valeur et la part relative de chaque pays dans les exports de chaque produit à chaque étape de sa chaîne de transformation, pour les années 1990 et 1998, ainsi que les parts de marché à l'importation sur les marchés mondiaux.

Le Tableau 9 confirme les résultats précédents sur la faible diversification et les avantages comparatifs révélés, à savoir que l'on ne distingue pas de modifications significatives des exportations de biens transformés. Bien plus, l'on assiste à la réduction de la part des biens transformés dans certains pays intermédiaires. Les parts relatives à l'importation sont restées rigides en ce qui concerne la première étape, et ce pour tous les groupes de produits, à l'exception des hydrocarbures minérales dont la réduction a été la plus forte (de 10.6 à 9.2% des importations mondiales). Dans les étapes intermédiaire et finale, les parts de marché mondial à l'importation sont restées inertes ou en baisse comme pour les minerais de fer et les métaux¹⁵. En clair, les données invalident l'hypothèse d'un quelconque progrès en matière de transformation des biens primaires, ou même celle d'une amélioration de la compétitivité des pays africains dans les biens primaires, semi-finis ou transformés.

¹³ A savoir le pétrole brut à la première étape, le gaz, les produits pétroliers et autres produits raffinés à l'étape finale.

¹⁴ Les produits primaires sont donc le caoutchouc naturel, le bois brut ou des pulpes de bois, de la laine naturelle, des peaux et cuirs, du coton brut, du jute et du sisal bruts. Les biens intermédiaires incluent le cuir, les contreplaqués et les bois de placage, les copeaux de bois, la laine et le coton transformés et le jute travaillé. Les biens finals sont les industries du cuir, de caoutchouc, de laine, de papier ou de produits à base de papier, de laine et de coton travaillés, des sacs de jute et les cordages.

¹⁵ Une baisse de 1.4% est intervenue dans les exportations africaines de biens intermédiaires, en ce qui concerne les métaux et minerais, consécutivement à la baisse des exportations zambiennes de cuivre non forgé.

Tableau 9 : Analyse des Modifications de la Structure des Exportations des Principaux Produits Primaires ou Transformés par l'Afrique

<u>Groupes de Produits et Etape de la Transformation</u>	Exports Africaines en 1990			Exports Africaines en 1998		
	Valeur millions \$EU	Part du groupe de produits (%)		Valeur millions de \$EU	Part du groupe de produits (%)	
		Dans les exports africaines totales de la chaîne	Part de l'Afrique sur le marché mondial des imports (%)		Dans les exportations Africaines totales de la chaîne	Part de l'Afrique sur le marché mondial des imports
<u>Biens Alimentaires</u>						
Etape primaire	4853.6	83.5	4.2	7600.5	82.9	4.9
Etapes intermédiaires	379.5	6.5	1.3	652.8	7.1	1.9
Etapes finales	580.0	10.0	1.2	920.1	10.0	1.3
Total	5813.1			9173.4		
<u>Minerais et produits minéraux</u>						
Etape primaire	1384.2	27.0	5.4	1249.0	32.0	5.0
Etapes intermédiaires	3122.1	60.9	4.5	1900.7	48.7	2.1
Etapes finales	621.1	12.1	1.0	752.9	19.3	0.9
Total	5127.4			3902.6		
<u>Combustibles minéraux</u>						
Etapes primaires	19901	97.4	10.6	14387	97.4	9.2
Etapes finales	525.7	2.6	0.9	383.0	2.6	0.8
TOTAL	20427					
<u>Produits manufacturés</u>						
Etapes primaires	1953.3	54.2	5.5	1721.4	44.7	5.2
Etapes intermédiaires	1120.6	31.1	1.5	1381.1	35.9	1.6
Etapes finales	525.7	14.6	0.4	746.4	19.4	0.4
Total	3599.7					

Source : calculs effectués à partir de la base de données UN COMTRADE des partenaires des pays africains. En ce qui concerne la méthode de décomposition de chaînes de produits, bien vouloir consulter Alexander YEATS " »Do Natural Resource Based Industrialization Strategies Convey

B – Les Mutations des Echanges Intra-Branches

Parmi les analyses des facteurs influençant l’industrialisation et la croissance, le commerce intra-branche est souvent supposé jouer dans ce sens un rôle décisif. Dans ces études, le partage des productions entre pays, semble reflété dans les échanges de demi-produits et de composants, ce qui conduit les pays à participer plus activement aux marchés mondiaux ou régionaux, les échanges intra-branches devenant un catalyseur de l’industrialisation et la croissance. En dehors de l’Afrique du Sud, on n’assiste pourtant pas en Afrique, à un accroissement significatif des échanges intra-branche, ni à des mécanismes de partage de production, ce type d’activités restant au demeurant très marginal.

Il est possible de mesurer la mutation des échanges intra-branche à l’aide de nombreux indices. Le ratio d’échanges intra-branche (BRAGA, SAFADI et YEATS 1994 en donnent une application) en est un. Il est compris entre 0 et 1 ; plus il se rapproche de l’unité, davantage les échanges entre firmes de la même industrie sont importants. Un ratio élevé d’échanges intra-industries, signifie en conséquence des gains potentiels pouvant résulter de la spécialisation ou de la différenciation des produits, le pays participant à ce type d’échanges s’intégrant lui-même davantage à l’économie mondiale.

Même si les échanges intra-branche restent généralement marginaux dans les pays pauvres, il demeure utile de s’interroger pour savoir si ce type d’échanges est en augmentation en Afrique ?

Le partage de la production et le commerce international des demi-produits et des composants, permettent d’approximer les commerce intra-branche. Une étude récente de la Banque Mondiale a montré que le partage de la production – essentiellement fait d’échanges intra-branche – s’élève aujourd’hui à près de 30% du commerce mondial des biens manufacturés, et est devenu un facteur prépondérant de l’interdépendance c’est-à-dire l’intégration des pays (YEATS 1997). Le partage de la production implique l’initiation d’une partie du processus de production d’un bien spécifique, et le transfert de l’activité à un autre pays pour des opérations d’assemblage. Par exemple, des composants électroniques peuvent être produits aux Etats-Unis, expédiés aux Caraïbes pour être assemblés, et réexpédiés aux Etats-Unis ou dans un pays tiers. Les données disponibles de ces activités, qui se traduisent naturellement par des ratios élevés d’échanges intra-branche, autorisent de penser qu’elles sont source de bénéfices pour tous les pays participants, et de ce fait constituent un des instruments de l’accélération de l’industrialisation des PVD (Commission des Echanges Internationaux des Etats-Unis 1988).

Ce type d’activités est-il en expansion entre les pays africains et les autres pays ¹⁶?

¹⁶ Le ratio d’échange intra-branche (EIB) se définit comme suit pour le bien spécifique (i) :

$$(4) \quad \text{EIB} = 1 - \frac{[X_{ijk} - M_{ijk}]}{[X_{ijk} + M_{ijk}]}$$

(X_{ijk}) représente les exportations du produit de l’industrie (i) du pays (j) vers le pays (k), alors que (M_{ijk}) représente les importations du produit de l’industrie (i) par le pays (j) en provenance du pays (k). A l’évidence le

Le Tableau 10 présente les ratios intra-branche pour les années 1990 et 1998. A titre de comparaison, les indices identiques sont fournis pour cinq autres pays se situant à un niveau de développement supérieur. L'enseignement principal est qu'un très faible potentiel d'échanges intra-branche existe, les différents ratios étant inférieurs à 0.1, soit moins que le cinquième de la valeur de cet indice pour le BRESIL, la COREE, ou TAIÏWAN. L'Afrique du Sud a un indice égal à 0.296 soit au même niveau que celui de la TURQUIE, mais à peine la moitié du ratio atteint par les NPI d'Asie. Par ailleurs, les variations de ces ratios observées sur la période 1990-98 ont été ici très peu significatives. En ce qui concerne les pays intermédiaires, à l'exception du MOZAMBIQUE et de l'ETHIOPIE, on assiste à une détérioration du ratio d'échanges intra-branche. Au total, l'échange intra-branche n'est pas une réalité en Afrique.

Tableau 10 : Les Ratios d'Echange Intra-Branche dans les Principaux Pays Exportateurs d'Afrique en 1990 et 1998

<u>Pays</u>	<u>Années</u>	Ratios d'Echanges Intra-branche		
		Machines et Transport de machines	Autres Produits Manufacturés	Tous Produits Manufacturés
Cameroun	1990	0.028	0.039	0.035
	1998	0.019	0.069	0.046
Côte d'Ivoire	1990	0.052	0.091	0.079
	1998	0.027	0.100	0.071
Bénin	1990	0.007	0.023	0.018
	1998	0.009	0.031	0.023
Sénégal	1990	0.015	0.052	0.036
	1998	0.052	0.084	0.070
Pour mémoire :				
Brésil	1998	0.614	0.491	0.558
Chili	1998	0.108	0.386	0.253
Corée du Sud.	1998	0.574	0.460	0.524
Turquie	1998	0.297	0.350	0.327
Taiwan "(Chine)	1998	0.652	0.473	0.580

Source : calculs effectués à partir de la base de données UN COMTRADE

numérateur comporte uniquement des valeurs absolues. Cette analyse est généralement effectuée pour les biens manufacturés uniquement, classés dans la nomenclature SITC groupes 5 à 8 à l'exclusion des métaux non ferreux.

IV – LES IMPLICATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Les statistiques sur les performances récentes de l’Afrique ne valident pas l’hypothèse de l’amélioration de sa place dans le monde et de l’arrêt du processus de sa marginalisation à long terme. Comment atteindre ces deux objectifs ? Des indicateurs comparés de la qualité de la gouvernance, des politiques commerciales et de la conjoncture internationale laissent penser qu’une amélioration est possible. Certes, la conjoncture internationale est moins favorable à de nombreux concurrents des pays africains. Toutefois, les politiques fiscales, la sécurité des droits de propriété, la réglementation des activités marchandes et des échanges internationaux sont plus interventionnistes que dans les autres PVD où l’industrialisation a été tirée par le commerce international. Afin d’arrêter sa marginalisation dans l’économie mondiale, l’Afrique doit par conséquent mettre en place rapidement des réformes de politique économique, et améliorer de ce fait significativement le climat des affaires.

Le message le plus important consécutif à cette analyse des performances à l’exportation des pays africains est à la fois simple et lourd d’enjeux : ***il est bien difficile de mettre en évidence l’inversion (à défaut de l’arrêt) du processus de marginalisation de l’Afrique par rapport à l’économie mondiale.*** Cette conclusion résume les indicateurs précédents sur le partage des productions, la mesure de la diversification des bases des exportations, le commerce intra-branche, l’importance des échanges de demi-produits et des composants, ou les variations de la structure des exports de biens tout le long des chaînes de produits.

Espoir ou Statu Quo ? Tel était le premier sous-titre de cet article.

- En ce qui concerne l’espoir, on peut penser que la baisse des parts de marché de l’Afrique s’est stabilisée récemment. Mais des preuves supplémentaires sont nécessaires pour soutenir une telle hypothèse. De ce fait, on doit s’interroger sur les mesures de politique à adopter afin de stimuler les échanges internationaux et la croissance.

- En ce qui concerne le statu quo, cette interrogation porte en elle-même la reconnaissance que de nombreuses politiques gouvernementales actuelles en Afrique, influencent le climat général des affaires, et ont de ce fait un impact sur l’aptitude d’un pays à s’engager dans la compétition internationale pour concrétiser son potentiel économique. Les politiques domestiques en matière de fiscalité et notamment les retenues sur les profits, les mesures de production de biens et de services collectifs, les réglementations dépendant de la stabilité politique mais qui affectent le climat général des affaires et le fonctionnement des entreprises, les politiques dont l’objet porte sur la qualité et la disponibilité des moyens de transport, des services financiers, de communication ou d’éducation, ont un effet direct sur l’attractivité d’un pays en matière d’investissement et des autres ressources susceptibles d’aider à une intégration plus rapide dans l’économie mondiale.

La grande question est de savoir en quoi « l’environnement économique africain actuel facilite-t-il les échanges internationaux et la croissance » ?

Un étude récente (NG et YEATS 1999) de la Banque Mondiale traite cette question. Elle tente d’abord d’examiner la relation entre des politiques inappropriées sur le plan commercial et en

matière de gouvernance, et les performances économiques médiocres réalisées par l'Afrique Subsaharienne. Les évaluations empiriques confirment cette relation : les indices de la qualité de la gouvernance locale montrent que ce sont les pays africains qui ont adopté les politiques les plus restrictives et inadaptées, sur le plan budgétaire, monétaire, des revenus de la propriété ou du travail, et leurs barrières aux échanges y compris les procédures douanières très défavorables à l'activité, sont comparativement à celles mises en place dans d'autres régions, les plus dissuasives du monde. James WOLFENSOHN, le Président du groupe Banque Mondiale, a dans un discours adressé à la Commission Economique pour l'Afrique en janvier 1998, magistralement illustré cette conclusion :

Par ailleurs, qu'observons-nous d'autre en Afrique ? L'Afrique est absente des mouvements internationaux des facteurs. Sur 300 milliards \$EU de flux de capitaux privés, l'Afrique Subsaharienne ne reçoit que 12 milliards \$EU. Et parmi ces 12 milliards, 2.6 milliards \$EU en investissements directs étrangers (I.D.E.), ce qui est infime par rapport au potentiel économique du continent. Les faits sont donc là : ce n'est pas la myopie du secteur privé qui l'écarte de l'Afrique, celle-ci n'accueillant qu'1% à peine de l'investissement direct étranger. L'Afrique a besoin de se redresser pour attirer l'investissement privé, ce qui implique un environnement réglementaire clair, un système judiciaire qui fonctionne bien, la reconnaissance des droits de propriété, un droit commercial, une clarté dans les relations avec les administrations publiques et la prévisibilité des taxes et impôts. Ceci implique le renforcement des capacités, du système de santé, et de l'infrastructure sous-jacente. Par-dessus tout, il en découle l'arrêt de la corruption. Sans ces réformes, les investisseurs privés ne vont tout simplement pas venir en Afrique.

Très clairement, une inversion de tendance de la marginalisation de l'Afrique dans l'économie mondiale impose l'adoption de politiques économiques, juridiques et sociales clairvoyantes à l'intérieur des pays et du continent. C'est pourquoi, la plupart des problèmes auxquelles l'Afrique fait face, ne peuvent être résolus que par les africains eux-mêmes et non par des étrangers.

Bibliographie

Amjadi, Azita and Alexander Yeats (1995). Non-tariff Barriers Facing Africa: What Did the Uruguay Round Accomplish and What Remains to be Done?," **South African Journal of Economics**, (September).

Amjadi, Azita, Ulrich Reinke and Alexander Yeats (1996). "Did External Barriers Cause the Marginalization of Sub-Saharan Africa in World Trade," **World Bank Discussion Paper Number. 348**, (Washington: World Bank).

Balassa, Bela (1978). "Exports and Economic Growth: Further Evidence," **Journal of Development Economics**, June.

Balassa, B. (1982). "Disequilibrium Analysis in Developing Countries: An Overview," **World Development**, December.

Balassa, B. (1983). "Exports, Policy Choices and Economic Growth in Developing Countries After the 1973 Oil Shock," **World Bank Discussion Paper Number 48**, (Washington: World Bank).

Balassa, B. and Associates (1971). **The Structure of Protection in Developing Countries**, Baltimore.

Collier, Paul (1995). "The Marginalization of Africa," **International Labour Review**, 134 (4-5): 541-57.

Erzan, Refik and Peter Svedberg (1991). "Protection Facing Exports from Sub-Saharan Africa in the EC, Japan and the US," in Jonathan Frimpong-Ansah, Ravi Kanbur and Peter Svedberg (eds.), **Trade and Development in Sub-Saharan Africa**, (Manchester: Manchester University Press).

Harberler, G. (1959). "International Trade and Economic Development," in J.D. Theberge (ed.), **Economics of Trade and Development**, New York.

Keesing, D. (1967). "Outward Looking Policies and Economic Development," **Economic Journal**, June.

Khalif N. (1974). "Country Size and Trade Concentration," **The Journal of Development Studies**, May.

Kirkpatrick, Colin (1995). Does Trade Liberalization Assist Third World Industrial Development? Experience and Lessons of the 1980s," **International Review of Applied Economics**, Vol. 9, No. 1.

Kopperschmidt, A. and J.S. Matutes (1997). "Assessment of Trade Liberalization in Sub-Saharan Africa," **Intereconomics**, (August).

Kravis, Irving (1970). "Trade as a Handmaiden of Growth: Similarities Between the Nineteenth and Twentieth Centuries," **The Economic Journal**, December.

MacBean, A. I. (1966). **Export Instability and Economic Development**, (Cambridge: Harvard U. Press).

Maizels, A. (1968). **Exports and Economic Growth in Developing Countries**, Cambridge, Mass.

Massel, B. F. (1970). "Export Instability and Economic Structure," **American Economic Review**, 60 (September 1970).

Meier, G. (1968). **The International Economics of Development**, (New York: Harper and Row).

Michaely, M. (1962). **Concentration in International Trade**, (Amsterdam: North Holland).

Myrdal, G. (1957). **Rich Lands and Poor**, New York.

Nash, John and Vinod Thomas (1991). **Best Practices in Trade Policy Reform**, (Oxford: Oxford University Press for the World Bank).

Ng, Francis and Alexander Yeats (1997). "Open Economies Work Better! Did Africa's Protectionist Policies Cause its Marginalization in World Trade?," **World Development**, July.

Ng, Francis and Alexander Yeats (1999), Good Governance and Trade Policy: Are They the Keys to Africa's Global Integration and Growth?, **World Bank Policy Research Working Paper Number 2038**, (Washington: The World Bank).

Riedel, J. (1984). Trade as an Engine of Growth Revisited, **Economic Journal**, March.

Singer, H.W. (1950). "The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries," **American Economic Review**, May.

Singer, H.W. and P. Gray (1988). "Trade Policy and Growth of Developing Countries," **World Development**, No. 3.

UN Commission for Asia and the Far East (1972). **Intra-regional Trade Projections: Effective Protection and Income Distribution**, vol. 2, Bangkok.

UNCTAD (1972). **Commodity Problems and Policies**, (Geneva: United Nations).

UNCTAD (1975). **Measures to Expand Processing of Primary Commodities in Developing Countries**, (Geneva: December).

White, Howard (1996). Adjustment in Africa: Review Article, **Development and Change**, vol. 26, No. 4.

Yeats, Alexander (1981). **Trade and Development Policies, Leading Issues for the 1980s**, (London: Macmillan Press).

Yeats, Alexander (1987). "The Escalation of Trade Barriers," in J. Michael Finger and Andrzej Olechowski eds., **The Uruguay Round: A Handbook on the Multilateral Trade Negotiations**, (Washington: World Bank).

Yeats, Alexander (1991). Do Natural Resource Based Industrialization Strategies Convey Important Price Benefits for Commodity Exporting Developing Countries? **World Bank Policy Research Paper Number 580**, (Washington: World Bank).

Yeats, Alexander (1996). Did External Barriers Cause the Marginalization of Sub-Saharan Africa in World Trade?, **World Bank Discussion Paper Number 348**, (Washington: The World Bank).

Yeats, Alexander (1998). Just How Big is Global Production Sharing? **World Bank Policy Research Working Paper Number 1871**, (Washington: The World Bank).

Yeats, Alexander (1998). What Can be Expected from African Regional Trade Arrangements? **World Bank Policy Research Working Paper Number 2004**, (Washington: World Bank)